

Art. 9. § 1er. Les travaux de restauration pour lesquels des subventions ont été engagées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté seront continués et subventionnés conformément :

— à l'arrêté de l'Exécutif flamand du 1er juillet 1982 fixant, pour la région néerlandophone, la répartition des charges résultant des travaux effectués à des monuments protégés autres que les bâtiments destinés aux cultes reconnus, séminaires ou presbytères, confirmé par le décret du 17 novembre 1982;

— à l'arrêté de l'Exécutif flamand du 4 juillet 1984 fixant, pour la région néerlandophone, la répartition des charges résultant des travaux effectués à des monuments protégés destinés aux cultes reconnus, séminaires ou presbytères, confirmé par le décret du 30 octobre 1984;

— à l'arrêté de l'Exécutif flamand du 18 décembre 1991 fixant la procédure relative à l'octroi de subventions pour des travaux à des monuments protégés exécutés par des pouvoirs régionaux ou locaux ou à leur initiative.

— à l'arrêté de l'Exécutif flamand du 8 juillet 1992 fixant les modalités relatives à l'octroi et au paiement de subventions pour des travaux à des monuments protégés exécutés par des pouvoirs régionaux ou locaux ou à leur initiative.

§ 2. Les dossiers concernant les demandes de subventions qui n'ont pas été engagés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté seront traités suivant les dispositions du présent arrêté.

Art. 10. Le présent arrêté produit ses effets le 8 janvier 1993.

Art. 11. Le Ministre flamand ayant les monuments et les sites dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 3 février 1993.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand des Communications, du Commerce extérieur et des Réformes institutionnelles,

J. SAUWENS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 93 — 1087

[C — 27173]

18 MARS 1993. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 31 octobre 1991 portant exécution du décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne

L'Exécutif régional wallon,

Vu le traité du 25 mars 1957 instituant la Communauté économique européenne, approuvé par la loi du 2 décembre 1957, notamment les articles 100 et 235;

Vu la directive 85/337/CEE du Conseil des Communautés européennes du 27 juin 1985 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement;

Vu le décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 31 octobre 1991 portant exécution du décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne;

Vu l'avis du Conseil wallon de l'Environnement;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

Arrête :

Article 1er. A l'article 3 de l'arrêté préqualifié du 31 octobre 1991 est ajouté un point 8^o rédigé comme suit : « les arrêtés de l'Exécutif régional wallon relatifs à l'opportunité de révision des plans de secteur pris en application de l'article 40 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, lorsque ces révisions prévoient la création d'une zone industrielle ou artisanale ».

Art. 2. L'annexe I — C, 1er alinéa, du même arrêté est remplacée par le texte suivant : « Dans le cadre d'une demande de permis de bâtir, de lotir ou de révision des plans de secteur relative à la création de zones industrielle ou artisanale, Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, articles 40, 41 et 53. »

Art. 3. Dans l'annexe II du même arrêté, intitulée « Projets à soumettre obligatoirement à étude d'incidences », à l'alinéa 1er du titre « 1. Agriculture et industrie des produits alimentaires », le texte introduit par les premier et deuxième tirets est remplacé par le texte suivant :

« porcheries de plus de 500 animaux sevrés situées à moins de 300 mètres d'une zone d'habitat ou à moins de 500 mètres d'une prise d'eau souterraine; porcheries de plus de 1 000 animaux sevrés en dehors de ces zones; »

« élevages de bovins de plus de 250 animaux sevrés situés à moins de 300 mètres d'une zone d'habitat ou à moins de 500 mètres d'une prise d'eau souterraine; élevage de plus de 500 animaux sevrés situés en dehors de ces zones; ».

Art. 4. Dans la même annexe, sous l'intitulé « 8. Projets d'infrastructure et autres projets », l'alinéa 15 « Construction d'infrastructures pour l'aménagement de terrains destinés à l'implantation d'entreprises industrielles ou artisanales si ces terrains couvrent plus de 10 hectares » est supprimé.

Art. 5 § 1er. Conformément à l'article 10 du décret du 11 septembre 1985 et à l'article 9, alinéa 2, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 31 octobre 1991, l'autorité compétente apprécie s'il est nécessaire de poursuivre les études d'incidences en cours relatives aux projets visés à l'article 4 du présent arrêté, dans un délai de trente jours à partir de l'entrée en vigueur du présent arrêté, en prenant en considération la notice d'évaluation préalable.

Passé ce délai de trente jours, elle est réputée dispenser le projet de la poursuite du système d'évaluation des incidences sur l'environnement.

§ 2. Lorsque l'autorité compétente estime ne pas disposer des informations requises, elle notifie au demandeur en autorisation, dans le délai prévu à l'alinéa 1er, le genre d'informations complémentaires qu'il doit fournir.

L'autorité compétente statue dans les trente jours de la réception des informations complémentaires.

Passé ce délai, elle est réputée dispenser le projet de la poursuite du système d'évaluation des incidences sur l'environnement.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 7. Les Ministres ayant l'Environnement, l'Aménagement du Territoire, la Politique des Ressources du Sous-Sol, l'Eau et la Conservation de la Nature, dans leurs attributions sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 18 mars 1993.

Le Président de l'Exécutif,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,
G. SPITAELS

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 93 — 1087

[C — 27173]

18. MÄRZ 1993. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 31. Oktober 1991 zur Durchführung des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region

Aufgrund des durch das Gesetz vom 2. Dezember 1957 genehmigten Vertrags vom 25. März 1957 zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft, insbesondere der Artikel 100 und 235;

Aufgrund der Richtlinie 85/337/EWG des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 27. Juni 1985 über die Umweltverträglichkeitsprüfung bei bestimmten öffentlichen und privaten Projekten;

Aufgrund des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 31. Oktober 1991 zur Durchführung des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region;

Aufgrund des Gutachtens des « Conseil wallon de l'Environnement » (Wallonischen Rates für die Umwelt);

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. In Artikel 3 des vorerwähnten Erlasses vom 31. Oktober 1991 wird ein mit folgendem Wortlaut Punkt 8^o eingefügt : « Die in Anwendung von Artikel 40 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe beschlossenen Erlasse der Wallonischen Regionalexekutive über die Opportunität der Revision der Sektorenpläne, wenn diese Revisionen die Eintragung eines Industriegebiets oder eines Gebiets für handwerkliche Betriebe vorsieht ».

Art. 2. Die Anlage I — C 1. Absatz desselben Erlasses wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt : « Im Rahmen der Antragstellung einer Bau- oder Erschließungsgenehmigung oder einer Revision der Sektorenpläne betreffend die Eintragung eines Industriegebiets oder eines Gebiets für handwerkliche Betriebe, wallonisches Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, Artikel 40, 41 und 53 ».

Art. 3. In der Anlage II desselben Erlasses mit dem Überschrift « Projekte, die unbedingt einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterzogen werden müssen » wird im ersten Absatz des Titels I « 1. Landwirtschaft und Nahrungs- und Genussmittelgewerbe » der durch die ersten und zweiten Gedankenstriche eingeführte Wortlaut durch den folgenden Wortlaut ersetzt :

« Schweineställe mit mehr als 500 abgesetzten Tieren, die weniger als 300 Meter von einem Wohngebiet oder weniger als 500 Meter von einer Grundwasserentnahmestelle entfernt sind; Schweineställe mit mehr als 1 000 abgesetzten Tieren außerhalb dieser Gebiete; »

« Rinderzuchtbetriebe mit mehr als 200 abgesetzten Tieren, die weniger als 300 Meter von einem Wohngebiet oder weniger als 500 Meter von einer Grundwasserentnahmestelle; Rinderzuchtbetriebe mit mehr als 500 abgesetzten Tieren, die außerhalb dieser Gebiete gelegen sind; ».

Art. 4. In derselben Anlage unter der Überschrift « 8. Infrastrukturprojekte und sonstige Projekte » wird der Absatz 15 « Errichtung von Infrastrukturen für die Einrichtung von Geländen zur Ansiedlung von industriellen oder handwerklichen Betrieben, wenn diese Gelände eine Fläche von mehr als 10 Hektar aufweisen » aufgehoben.

Art. 5. § 1. Gemäß Artikel 10 des Dekrets vom 11. September 1985 und Artikel 9 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 31. Oktober 1991 schätzt die zuständige Behörde binnen einer Frist von dreissig Tagen ab dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses und unter Berücksichtigung der Notiz über die vorherige Bewertung, ob die Weiterführung der laufenden Umweltverträglichkeitsprüfungen über die in Artikel 4 des vorliegenden Erlasses erwähnten Projekte notwendig ist.

Nach Ablauf dieser Frist von dreissig Tagen ist es angenommen, daß die zuständige Behörde das Projekt von der Weiterführung des Systems von Umweltsbewertungsnormen befreit.

§ 2. Wenn die zuständige Behörde der Ansicht ist, nicht über die erforderlichen Auskünfte zu verfügen, teilt sie binnen der in Absatz 1 erwähnten Frist dem Antragsteller die Art der von ihm abzugebenden zusätzlichen Auskünfte mit.

Die zuständige Behörde beschließt binnen dreissig Tagen nach Empfang der zusätzlichen Auskünfte.

Nach Ablauf dieser Frist ist es angenommen, daß sie das Projekt von der Weiterführung des Systems von Umweltsbewertungsnoemen befreit.

Art. 6. Der vorliegende Erlaß tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 7. Die Minister, zu deren Zuständigkeitsbereiche die Umwelt, die Raumordnung, die Politik der Untergrundsschätze, das Wasser und die Erhaltung der Natur gehören, werden jeder in seinem Bereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 18. März 1993.

Der Vorsitzende der Exekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,
G. SPITAEELS

Der Minister der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Haushalts,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

—
VERTALING

—
MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 93 — 1087

[C — 27173]

18 MAART 1993. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot wijziging van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 31 oktober 1991 houdende uitvoering van het decreet van 11 september 1985 houdende organisatie van de milieu-effectbeoordeling in het Waalse Gewest

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het bij de wet van 2 december 1957 goedgekeurde verdrag van 25 maart 1957 tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschappen, inzonderheid op de artikelen 100 en 235;

Gelet op richtlijn 85/337/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 27 juni 1985 betreffende de milieu-effectbeoordeling van bepaalde openbare en particuliere projecten;

Gelet op het decreet van 11 september 1985 houdende organisatie van de milieu-effectbeoordeling in het Waalse Gewest;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 31 oktober 1991 houdende uitvoering van het decreet van 11 september 1985 houdende organisatie van de milieu-effectbeoordeling in het Waalse Gewest;

Gelet op het advies van de « Conseil wallon de l'Environnement » (Waalse Raad voor Leefmilieu);

Gelet op het advies van de Raad van State,

Besluit :

Artikel 1. Aan artikel 3 van voornoemd besluit van 31 oktober 1991 wordt een als volgt luidend punt 8^o toegevoegd : « de besluiten van de Waalse Gewestexecutieve betreffende de opportuniteit om de overeenkomstig artikel 40 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedebouw en Patrimonium opgemaakte gewestplannen te herzien wanneer die herzieningen de oprichting van industriële of ambachtelijke gebieden voorzien ».

Art. 2. Bijlage I — C, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende tekst : « In het kader van een aanvraag om bouw- of verkavelingsvergunning of om herziening van gewestplannen met het oog op de oprichting van industriële of ambachtelijke gebieden, Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedebouw en Patrimonium, artikelen 40, 41 en 53 ».

Art. 3. In de « Projecten waarvoor een milieu-effectonderzoek vereist is » genoemde bijlage II van hetzelfde besluit, in het eerste lid van titel « 1. Landbouw en voedingsmiddelenindustrie », worden de door de eerste twee koppeltekens ingeleide teksten vervangen als volgt :

« varkensstallen met meer dan 500 gespeende dieren gelegen op minder dan 300 meter van een woongebied of op minder dan 500 meter van een ondergrondse waterwinning; varkensstallen met meer dan 1 000 gespeende dieren gelegen buiten die gebieden; »

« veeteelten met meer dan 250 gespeende dieren gelegen op minder dan 300 meter van een woongebied of op minder dan 500 meter van een ondergrondse waterwinning; veeteelten met meer dan 500 gespeende dieren gelegen buiten die gebieden; ».

Art. 4. In dezelfde bijlage wordt lid 15 « Bouw van een infrastructuur voor de aanleg van terreinen bestemd voor de vestiging van industriële of ambachtelijke bedrijven wanneer de oppervlakte van die terreinen 10 ha overschrijdt » onder titel « 8. Infrastructuurprojecten en andere projecten » afgeschaft.

Art. 5. § 1. Overeenkomstig artikel 10 van het decreet van 11 september 1985 en artikel 9, tweede lid, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 31 oktober 1991 beoordeelt de bevoegde overheid binnen een termijn van dertig dagen, met ingang van de inwerkingtreding van dit besluit, de noodzakelijkheid om de lopende milieu-effectonderzoeken betreffende de in artikel 4 van dit besluit bedoelde projecten voort te zetten met inachtneming van het voorafgaande milieu-effectrapport.

Na die termijn van dertig dagen wordt zij geacht het project niet langer aan het milieu-effectrapport te onderwerpen.

§ 2. Wanneer de bevoegde overheid oordeelt dat zij niet over de vereiste informatie beschikt, betekent zij de aard van de te verstrekken bijkomende inlichtingen binnen de in het eerste lid bepaalde termijn aan de vergunningsaanvrager.

Na deze termijn wordt zij geacht het project niet langer aan het milieu-effectrapport te onderwerpen.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 7. De Ministers tot wiens bevoegdheden Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Natuurlijke Hulpbronnen, Water en Natuurbehoud behoren zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 maart 1993.

De Voorzitter van de Executieve
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,
G. SPITAELS

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Begroting,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw
G. LUTGEN

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

MINISTERE DE LA JUSTICE

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 22 octobre 1992, entrant en vigueur le 12 mai 1993, M. Nicolai, J., secrétaire du parquet de l'auditeur du travail de Hasselt, est admis à la retraite.

Il est admis à faire valoir ses droits à la pension et est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêtés royaux du 22 avril 1993, sont nommés :

- greffier au tribunal du travail de Louvain, M. Vanneck, J., commis-greffier au tribunal du travail de Bruxelles;
- greffier à la justice de paix du premier canton de Liège, M. Young, E., employé au greffe de la justice de paix de ce canton.

Par arrêté royal du 21 janvier 1993, M. Van Landeghem, R., secrétaire adjoint au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Gand, est désigné en qualité de secrétaire adjoint-chef de service à ce parquet, pour un nouveau terme de trois ans, prenant cours le 9 mai 1993.

Par arrêté ministériel du 29 avril 1993, Mme Weekers, S., rédacteur principal au greffe de la cour du travail d'Anvers, reste déléguée aux fonctions de commis-greffier à cette cour.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 22 oktober 1992, in werking tredend op 12 mei 1993, is de heer Nicolai, J., secretaris van het parket van de arbeidsauditeur te Hasselt, in ruste gesteld.

Hij mag zijn pensioenaanspraak doen gelden en is gemachtigd de titel van zijn ambt eershelve te voeren.

Bij koninklijke besluiten van 22 april 1993 zijn benoemd tot :

- griffier bij de arbeidsrechtbank te Leuven, de heer Vanneck, J., klerk-griffier bij de arbeidsrechtbank te Brussel;
- griffier bij het vrederecht van het eerste kanton Luik, de heer Young, E., beambte bij de griffie van het vrederecht van dit kanton.

Bij koninklijk besluit van 21 januari 1993 is de heer Van Landeghem, R., adjunct-secretaris bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Gent, aangewezen tot adjunct-secretaris-hoofd van dienst bij dit parket, voor een nieuwe termijn van drie jaar, ingaande op 9 mei 1993.

Bij ministerieel besluit van 29 april 1993 blijft aan Mevr. Weekers, S., eerstaanwezende opsteller bij de griffie van het arbeidshof te Antwerpen, opdracht gegeven om het ambt van klerk-griffier bij dit hof te vervullen.

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

Commission paritaire pour les employés occupés chez les notaires Remplacement de membres

Par arrêté royal du 26 mars 1993, qui entre en vigueur le 8 avril 1993 :

MM. Koen Descheemaeker, à Zoersel, et Marc Vandermosten, à Ottignies-Louvain-la-Neuve, sont nommés, en qualité de représentants d'une organisation de travailleurs, membres effectifs de la Commission paritaire pour les employés occupés chez les notaires, en remplacement respectivement de MM. Piet Van Heddegem, à Melsele, et Albert Carton, à Watermael-Boitsfort, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui les avait présentés; ils achèveront le mandat de leurs prédécesseurs;

MM. Roger Vandenput, à Rotselaar, et Philippe Sterckx, à Vilvorde, sont nommés, en qualité de représentants d'une organisation de travailleurs, membres suppléants de cette commission, en remplacement respectivement de MM. Rudi Reynaert, à Leopoldsborg, et Jean-Marie Dury, à Uccle, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui les avait présentés; ils achèveront le mandat de leurs prédécesseurs.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

Paritair Comité voor de notarisedienden Vervanging van leden

Bij koninklijk besluit van 26 maart 1993, dat in werking treedt op 8 april 1993 :

worden de heren Koen Descheemaeker, te Zoersel, en Marc Vandermosten, te Ottignies-Louvain-la-Neuve, als vertegenwoordigers van een werknemersorganisatie, tot gewone leden benoemd van het Paritair Comité voor de notarisedienden, respectievelijk ter vervanging van de heren Piet Van Heddegem, te Melsele, en Albert Carton, te Watermaal-Bosvoorde, wier mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hen had voorgedragen; zij zullen het mandaat van hun voorgangers voleindigen;

worden de heren Roger Vandenput, te Rotselaar, en Philippe Sterckx, te Vilvoorde, als vertegenwoordigers van een werknemersorganisatie, tot plaatsvervangende leden benoemd van dit comité, respectievelijk ter vervanging van de heren Rudi Reynaert, te Leopoldsborg, en Jean-Marie Dury, te Ukkel, wier mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die hen had voorgedragen; zij zullen het mandaat van hun voorgangers voleindigen.